

Sommet européen du 9 décembre



Le sommet des chefs d'États européens du 9 décembre est présenté comme faisant date en raison de l'importance des décisions adoptées, mais il entérine simplement l'austérité imposée aux peuples.

Sarkozy et Merkel entendaient imprimer leur leadership à l'ensemble des autres pays dans leur lettre détaillée adressée au président du Conseil de l'Union européenne. Il s'agissait d'imposer un ensemble de mesures dont la logique est de faire payer la crise actuelle aux populations et de protéger les banques et les spéculateurs. De ce point de vue, ils ont largement emporté le morceau du moins au niveau des intentions affichées.

En premier lieu, la fameuse « règle d'or » consistant à contraindre tous les pays à inscrire dans leur Constitution la limitation à 3% du déficit budgétaire annuel. Elle devient obligatoire. Plus de choix politique possible pour un peuple sur le montant d'un déficit.

Des sanctions automatiques vis-à-vis des États contrevenants aux règles budgétaires sont mises en place. Merkel ayant abandonné l'idée d'une comparaison des contrevenants devant la Cour de justice, la Commission devrait être le maître-d'œuvre des sanctions. Il est bien connu que la situation actuelle est due aux États qui assurent des mesures sociales et non aux spéculateurs qu'il faudrait condamner! La Commission examinera aussi les projets de budget avant leur communication aux Parlements nationaux. Toute mutualisation de la dette entre des États disposant d'une même monnaie (l'euro) est repoussée. Les États qui seraient tentés de répondre aux besoins de leurs populations ne pourront pas « s'abriter » sous le parapluie européen. C'est le message du

refus absolu d'envisager l'émission d'obligations européennes (que l'on approuve ou pas cette option qui n'affranchit pas des marchés financiers).

La mise en place d'un Mécanisme européen de stabilité (MSE) destiné à remplacer le Fonds européen de stabilité financière (FESF) est confirmée. Rien n'est clairement acté concernant les moyens de ce mécanisme dont il est annoncé qu'il serait doté de 500 milliards d'euros. Par qui et comment seront apportés les fonds nécessaires? Par ailleurs, des ressources supplémentaires devraient être fournies au FMI, plaçant un peu plus l'Europe sous la tutelle de cet organisme.

SUITE PAGE 2

15 décembre : grève nationale dans l'éducation
Manifestation à Paris : 14 heures à Denfert-Rochereau

Agenda

15 décembre, crise, réunion publique, Paris 20°. Réunion publique avec Olivier Besancenot sur le thème : « Crise, dette, austérité, nucléaire : les réponses du NPA et de son candidat Philippe Poutou ». RV à 19 heures, bar Le Soleil, 136 bd de Ménilmontant.

16 décembre, dette, réunion publique, Maurepas. Le collectif « Nous ne paierons pas leur dette » organise une réunion publique avec Jacques Bourney (économiste) et un représentant du Comité action Europe (Belgique). RV à 20 h 30, salle du conseil municipal, mairie de Maurepas.

16 décembre, rencontre, librairie La Brèche, Paris. Rencontre avec Michel Lequenne autour de son livre *Grandes Dames des lettres* (éditions Syllepse). RV à 18 heures, librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12° (M° Daumesnil).

17 décembre, jeux, librairie La Brèche, Paris. Rencontre avec des intervenantEs d'EnVies EnJeux, association qui promeut une éducation et des jeux alternatifs. RV à partir de 14 heures, librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12° (M° Daumesnil).

17 décembre, solidarité Syrie, Paris. Rassemblement « Noël de sang pour les enfants syriens », en hommage aux centaines d'enfants tués par le régime de Bachar Al-Assad. RV à 16 heures devant la fontaine des Innocents (M° Les Halles, sortie Porte-Lescot).

17 décembre, Mamans toutes égales, Montreuil. Événement festif de solidarité aux mères musulmanes portant le foulard interdites d'accompagner les sorties scolaires. RV à 14 heures, place de la mairie, Montreuil.

17 décembre, manif prostitution, Paris. Manifestation à l'appel du Strass (Syndicat du travail sexuel), dans le cadre de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux travailleurEs du sexe et aux prostituéEs. RV à 14 heures, place Pigalle.

18 décembre, solidarité migrants, manif, Paris. Dans le cadre de la Journée internationale de solidarité avec les migrantEs, une manifestation est organisée pour les droits et la dignité des migrantEs. RV à 15 heures au métro Belleville.

Lire aussi en page 5 tout l'agenda de la campagne de Philippe Poutou

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

LE N°27 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE

VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO
Un dossier sur l'Allemagne, des repères sur la fin de l'Union soviétique en décembre 1991, des pages « campagne » consacrées aux services publics, un article sur la situation en Grèce... et bien d'autres articles.

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : *Tout est à nous!*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11.



EUROPE: ILS N'EN ONT JAMAIS ASSEZ!

SUITE DE LA PAGE 1

L'accord contient aussi l'assurance qu'il ne sera plus fait appel à la contribution des créanciers privés pour réduire les dettes de tous les États de la zone euro, la Grèce est supposée rester une exception à cet effet. Les dirigeants européens ont donc clairement choisi : plutôt l'austérité qu'effaroucher les marchés, au mépris des droits sociaux et de la croissance.

Petits arrangements entre amis

Il a été noté par la presse dans son ensemble, que le rôle de la Banque centrale européenne (BCE) est resté subliminal dans la lettre de « Merkozy ». On ne parle pas des choses qui fâchent entre amis ! Chacun doit s'abstenir « de tout commentaire positif ou négatif sur son action ». Loin de nous de penser qu'il suffirait que la BCE joue son rôle de prêteur aux gouvernements pour résoudre la crise, comme l'avancent certains ! Il n'en n'est pas

moins clair que la volonté de laisser le contrôle de la monnaie au secteur privé contribue à maintenir la domination des intérêts des marchés financiers. Et, bien entendu, aucune mesure de réglementation des banques et de la finance n'a été annoncée ! Par contre, la fameuse lettre commune développait la nécessité d'une harmonisation de toute une série de politiques économiques et sociales, notamment en ce qui concerne les règles du marché du travail. Reste à voir comment cela se concrétisera. Mais l'orientation est évidente : casser le « modèle social européen ». Avec notamment des réformes supplémentaires des retraites et une remise en cause des protections liées au CDI. Face aux propositions de « Merkozy », les 27 États européens se sont divisés. La Grande-Bretagne, non-membre de la zone euro, préfère jouer cavalier seul. Le nouvel accord inter-gouvernemental sera donc en principe adopté sans elle. Cette adoption

devrait rester cependant au seul niveau des gouvernements, il n'est aucunement prévu de faire appel à la volonté populaire. Il est remarquable que la déclaration à l'issue du traité ne s'adresse qu'exclusivement aux marchés, aucun mot en direction des populations européennes. Sarkozy et Merkel ont voulu passer en force. Mais l'avenir du nouveau dispositif est incertain. Les « marchés », c'est-à-dire la finance mondialisée, ne vont pas relâcher leur pression. Sarkozy a, peut-être, réussi un coup de bluff médiatique mais il y a fort à parier que la crise lui reviendra dans la figure avant avril 2012.

La réaction des Bourses dès lundi matin montre bien que les opérateurs des marchés n'en ont jamais assez et qu'ils pensent que les gouvernements peuvent toujours leur céder plus qu'ils ne l'ont déjà fait.

Louis Adam

regards

SYRIE « Le peuple veut la fin du régime »

Saada Ali, militante syrienne de retour de Damas, a sillonné la Syrie au cours des derniers mois. Elle a accepté de répondre à nos questions.

Peux-tu nous parler des forces armées aujourd'hui, y a-t-il des défections massives et des forces qui rejoignent les manifestations ? La tentation d'un affrontement direct avec le pouvoir existe-t-elle ?

L'armée syrienne et les hauts officiers sont presque tous des alaouites très fidèles au régime, mais la base de l'armée, elle, est à majorité sunnite et issue des couches populaires. Les éléments « libres » de l'armée refusent de tirer sur le peuple, mais ils sont menacés, persécutés, leurs familles intimidées, certains même sont assassinés sur place. Les défections individuelles se multiplient. Il faut saluer l'extrême courage de ceux qui prennent de telles responsabilités. Pour l'instant, selon moi, il n'y aura pas de désagrégation majeure de l'armée. Mais les déserteurs de plus en plus nombreux se regroupent à la frontière turque, et une « armée syrienne de libération » est en voie de constitution. À Homs, par contre, qui est le foyer le plus important de l'insurrection, une partie de l'armée protège les manifestants contre les exactions des nervis pro-régime et des membres des services de sécurité qui tentent d'imposer la terreur. Il y a même eu une attaque d'un centre de sécurité de l'armée de l'air afin de libérer des prisonniers.

Le conseil national syrien (pour l'instant basé en Turquie) dialogue avec les responsables de l'armée syrienne de libération. Tous deux exigent que leur soit donnée la possibilité d'avoir des armes leur permettant d'affronter efficacement les troupes du dictateur.

Les manifestants réclament t-ils une aide étrangère ?

Les manifestants dans la rue... oui, parce qu'ils ne voient pas de perspectives immédiates alors ils « demandent au diable » de venir. Les quartiers et les villes qui ne bougent pas, eux, ont peur d'une intervention étrangère.

Il y a un contraste évident entre certains quartiers, certaines villes qui bougent et d'autres non. La grève générale de dimanche 11 décembre a fort bien marché et certaines villes étaient totalement paralysées. Cette grève était le fruit d'une mobilisation et d'une coordination nationale de comités locaux.. Le conseil national syrien a soutenu. Les gens pensent que le régime ne va pas partir facilement et qu'avant de le faire (quand il y sera inéluctablement contraint), va tout détruire. Les gens ont peur de l'inconnu et se demandent ce qui pourrait arriver en cas de départ de Bachar. Entre autres peurs, celle d'un régime islamiste... Ils craignent de « revenir 100 ans en arrière ».

Un plan de replâtrage avec des membres du clan Hassad, qui seraient « plus présentables » est souvent évoqué ces jours-ci. Penses-tu que cette possibilité existe ?

Oui, bien sûr, des noms sont évoqués par ceux qui veulent encore croire à une possibilité de réforme du régime. Notamment les organisations prétendues de gauche. Certes, toutes les personnalités n'ont pas les mains rouges de sang, même si elles soutiennent ce régime sanguinaire, alors, oui, ce genre d'illusion existe. Mais la seule perspective aujourd'hui pour ce régime, est écraser le mouvement. À l'inverse, ceux qui sont aujourd'hui dans la rue ne reviendront jamais en arrière et ne veulent rien négocier. Pour eux, le seul mot d'ordre reste « le peuple veut la fin du régime » Un point de non-retour a été franchi. Les gens ont peur qu'en cas d'échec du mouvement, le régime se venge comme il l'a fait en 1982, où la répression a été très féroce.

Cette chute du régime pourrait intervenir dans les prochains mois ou à plus long terme ?

Les cartes du régime sont nombreuses, cela risque d'être très long. Peut-être un an, un an et demi, deux ans ? D'ici là, d'autres forces vont sans doute apparaître et apporter leurs propres propositions.

Il y a comme un paradoxe à voir des organisations positionnées à gauche, tel le PAC (Parti action communiste) qui a subi une très lourde répression sous Hassad père et fils, ou des organisations palestiniennes comme le FPLP-CG à soutenir ce régime honni par toute une partie de la population.

Il faut faire la différence entre les organisations palestiniennes et surtout leurs dirigeants, et le peuple palestinien qui vit en Syrie. Les Palestiniens en Syrie ont un statut bien supérieur à celui qu'ils ont dans d'autres pays. Ils sont très liés à la population. Ils bénéficient des mêmes droits et des mêmes devoirs. Une tentative de discrédit du peuple palestinien qui « viendrait prendre le travail des Syriens » a d'ailleurs avorté. Le peuple palestinien ne nourrit lui aucune illusion sur le gouvernement syrien. Les Palestiniens du principal camp de Damas ont pris une part active dans les manifestations antirégime. Les camps palestiniens ont joué un rôle fondamental, notamment à Daara pour alimenter la population assiégée par l'armée, mais aussi à Lattaquié et à Homs.

Quel est le meilleur soutien que nous puissions organiser en France ?

Faire pression sur le gouvernement. Attention, personne n'est pour une intervention armée occidentale... Personne ! Nous avons besoin d'aide médicale pour soigner les blessés, d'une aide alimentaire et faire une pression économique sur le régime. Il faut que le peuple syrien ne se sente pas isolé, qu'il se rende compte de l'ampleur du soutien international.

Samedi 17 décembre est organisée en France une journée spécialement dédiée aux enfants syriens. Peux-tu nous en dire quelques mots ?

Le régime fait exprès de tuer, torturer des enfants pour effrayer toutes les familles. Il faut dénoncer cette immonde terreur utilisée comme arme psychologique de masse.



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

Les enseignantEs s'indignent

AttaquéEs de toutes parts, les enseignantEs se mettent en grève le 15 décembre.

Le 15 décembre, les enseignantEs seront en grève, comme c'était déjà le cas le 27 septembre. Cette fois-ci, ils protestent contre la remise en cause de leur système d'évaluation. Selon les projets du ministre de l'Éducation, les chefs d'établissement jugeraient leur activité dans toutes ses dimensions, y compris la pédagogie et le contenu scientifique de leur travail (un proviseur ancien prof de maths va devoir, par exemple, juger le travail d'un prof d'espagnol alors qu'il ne connaît pas cette langue)! Cela en dit long sur le peu d'intérêt du ministère pour la qualification des enseignantEs, comme on l'a vu lorsqu'il a bradé leur formation. Cette appréciation déterminerait l'avancement plus ou moins rapide dans la carrière des personnels, donc avec des conséquences financières importantes. Les personnels non promus par leur chef (la grande majorité sans doute) avanceront au rythme le plus lent (alors qu'aujourd'hui la moitié des enseignantEs avance à un rythme plus rapide). En quelques mois, les salariéEs de l'Éducation nationale ont vu leur salaire réel diminuer : augmentation des cotisations retraites, des mutuelles, introduction d'une journée de carence en cas d'arrêt maladie. Pour ce secteur, la seule politique salariale du gouvernement, ces dernières années, se résume à la multiplication des heures supplémentaires avec toutes les ambiguïtés inhérentes à la défiscalisation. Dans une profession où les conditions de travail se sont considérablement dégradées à cause des suppressions de postes, de l'augmentation des effectifs par classe et de la multiplication des missions pour les enseignantEs, le « travailler plus pour gagner plus » ne fait pas recette. La perte salariale annoncée, via la réforme de l'évaluation, sera peut-être la



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/BABAR)

goutte d'eau qui fera déborder le vase. La crise et les mesures d'austérité prises par Sarkozy laissent présager de nouvelles attaques contre la fonction publique. En Espagne, en Grèce, en Angleterre, en Italie, la crise de la dette permet aux libéraux de démanteler les services publics et de s'attaquer de front aux fonctionnaires. Sarkozy et son gouvernement ont, depuis plusieurs années déjà, amorcé cette casse. Il ne fait aucun doute que la crise va accélérer ce mouvement. Le remboursement de la dette lui servira de prétexte.

NON À LA PRIVATISATION DE L'ÉCOLE

Au-delà des aspects financiers évidents, le sens de cette réforme est clair : faire évoluer l'école vers les méthodes du privé. Derrière ce projet de Chatel, se profile le recrutement des professeurEs par les proviseurs et principaux. Avec

une extension prévisible pour les instits, le directeur d'école recevant alors un pouvoir hiérarchique qu'il n'a pas actuellement. Tous les trois ans, les enseignantEs seraient soumis à entretien basé sur un contrat d'objectifs, sous-entendu sur leur capacité à mettre en œuvre les contre-réformes. Déjà, dans des dizaines de collèges (baptisés « Clair »), cette méthode est expérimentée. Si elle s'imposait, comme c'est déjà le cas ailleurs en Europe, ce serait la fin de l'école publique et l'institutionnalisation de l'inégalité entre les élèves. Cela affaiblirait aussi, en le divisant, un secteur qui a marqué ces dernières années par ses luttes et son syndicalisme encore puissant. C'est bien pourquoi la riposte à ces projets est essentielle. Même si, par ailleurs, nous ne défendons pas la méthode d'évaluation actuelle, avec l'inspection, institution réactionnaire, inefficace et détestée

par les personnels. Alors que le gouvernement a supprimé plus de 70000 postes en cinq ans, menant ainsi le plus grand plan social jamais vu en France, les enseignantEs seront massivement en grève le 15 décembre pour montrer leur ras-le-bol. Le choix de cette date n'est pas le plus pertinent. Il est regrettable que les syndicats de l'Éducation nationale n'aient pas mis tout leur poids dans la balance pour faire de la journée du 13 décembre contre les mesures d'austérité, une grande mobilisation interprofessionnelle. Néanmoins, cette journée, qui sera sans aucun doute un succès, peut permettre de rebondir à la rentrée. Cette lutte, les personnels de l'éducation ne peuvent se permettre de ne pas la gagner. Il en va de leur statut, mais aussi du maintien du service public d'éducation.

Camille Jouve et Robert Noirel



Par **Gabriel Lafleur**

SNCF : derrière les nouveaux horaires... l'ouverture à la concurrence

La SNCF vient de modifier 85 % des horaires de train, en invoquant le cadencement et les nombreux travaux sur les voies. Mais il s'agissait surtout de libérer des créneaux horaires aux nouvelles entreprises ferroviaires privées... Exemple : l'arrivée lundi 12 décembre à Paris du premier train de voyageurs privé depuis 1937 ! 75 ans après, le gouvernement et la direction SNCF veulent revenir aux compagnies de chemins de fer privées. Les « Assises du ferroviaire » servent à cela : analyser « les spécificités du statut du personnel de la SNCF au regard des questions posées par l'ouverture du marché », et faire des « propositions en vue de son adaptation éventuelle aux évolutions que connaîtront la branche et l'entreprise ». Ces Assises veulent s'asseoir sur le statut des cheminots et sur le service public ! Comme c'est déjà le cas dans le transport de marchandises (fret) : le deuxième opérateur de fret privé n'est autre que VFL, une filiale à 100 % de la SNCF, mais où les cheminots travaillent en dehors de la réglementation du travail SNCF. Il y a quelques mois, le rapport Grignon (sénateur UMP) proposait un mode d'emploi pour l'ouverture à la concurrence des TER : d'abord des appels d'offres régionaux pour attribuer les marchés TER (à l'entreprise la moins chère donc la moins-disante socialement...), puis le transfert obligatoire des cheminots SNCF vers le nouvel opérateur privé. Pour les cheminots, ce scénario serait un énorme recul social : la suppression du statut reviendrait à travailler plus et avec des amplitudes horaires encore plus violentes, en perdant des milliers de postes et tous leurs droits sociaux, tout cela pour gagner moins. Ce serait aussi un important recul pour les usagers : augmentation des tarifs, abandon des liaisons non rentables et perte du haut niveau de sécurité dans la circulation des trains... Les cheminots et la SNCF sont dans le collimateur et seront sans doute au menu d'un prochain plan d'austérité. Le seul scénario que l'on peut souhaiter et préparer, c'est celui d'une grève massive des cheminots, avec le soutien des usagers, qui mettrait ces projets en échec en ouvrant la voie vers une grève générale contre les mesures d'austérité !

Les 35 heures à l'hôpital

L'arrogante UMP, Copé et le Sarkozy-président du « travailler plus pour gagner moins » veulent supprimer les 35 heures... partout. Ce serait la cause du « recul de la France », celle du capital s'entend ! Résultat : on raye ! Cela alors que le chômage déjà ravageur, augmente et va augmenter encore du fait d'une austérité à la grecque qu'ils préparent. À l'hôpital, le personnel est non seulement pour le maintien des 35 heures mais pour le passage aux 32 heures... avec embauches correspondantes. Il a vécu le manque d'embauches lors de la création des 35 heures et en a tiré les leçons. Les 35 heures « sauce Aubry » se sont faites à personnel constant. Alors que la direction CGT de l'époque criait victoire et remerciait Jospin, pour le personnel hospitalier cela a représenté

plus de travail... pendant le travail. De là est venue une pression nouvelle au travail pour le personnel soignant et non soignant. Il s'en est suivi un travail perçu comme mal fait, bâclé, sans contact humain avec le patient. À cette compression du temps du travail s'est ajouté un nouveau management agressif des cadres de santé qui ont eu pour consigne de rogner le temps de chevauchement dans les roulements de travail... Faute de personnel, on rogne ! Ces temps de chevauchement servaient à faire circuler les informations sur l'état des patients, de la famille, etc. C'était une soupape certes à minima mais qui restait en place et permettait de faire circuler l'humain dans le soin. Mais ce temps était considéré comme du temps perdu par l'UMP.

Le nouveau management agressif ultra libéral, inspiré du « lean management » (qui consiste à faire le boulot avec toujours moins de moyens humains) a donc traqué les chevauchements restants avec le zèle de la lutte contre les « fraudeurs », contre les « fainéants » cachés dans le personnel. La loi Bachelot et les tarifications à l'acte (T2A) ont donné un cadre à ces mesures et ont permis de supprimer encore et encore des services, des hôpitaux entiers... et du personnel ! Cette loi, il faudra l'abroger car elle a organisé la suppression de plus de 10000 emplois hospitaliers en trois ans. On enregistre aujourd'hui des suicides au travail, liés aux conditions de travail dans les hôpitaux, comme il en est apparu d'abord dans les télécoms... Quant à la question des 35 heures et

des médecins hospitaliers, nous en sommes au blocage total. Dans les hôpitaux, il manque aussi du personnel médical de base pour organiser la permanence des soins, notamment les gardes de nuit et de fin de semaine. Aux urgences ou en réanimation, les directions des hôpitaux, au lieu d'embaucher des médecins, ont proposé des jours de RTT dans des comptes épargne temps (CET). Aujourd'hui, plus d'un million de journées seraient à compenser d'ici la fin de l'année. Et comme les directions ne veulent pas les payer au nom de l'équilibre budgétaire : le blocage est total !

J.G et J.T de Toulouse



En campagne

Au cœur de notre campagne, la solidarité entre les peuples

À l'heure où les discours chauvins et xénophobes se multiplient, nous réaffirmons notre solidarité internationale avec tous les peuples et les travailleurEs.

« Certains socialistes derrière leur ligne Maginot » titrait un éditorial du *Monde* ironisant à propos des petites phrases chauvines auxquelles se sont laissé aller, sans retenue, bon nombre de dirigeants du PS à l'occasion des discussions entre Merkel et Sarkozy et du sommet européen. On est un peu surpris de voir avec quelle facilité ces responsables politiques « tricolorent » et reviennent à la guerre de 1914 voire à celle de 1870, le temps de Bismarck, comme Montebourg. Dans la foulée, Hollande découvre « le patriotisme industriel » et Bayrou part en guerre pour produire et acheter français... Marine Le Pen entend bien profiter de tous ces discours cocardiers, elle qui sans détour se fait la championne de la défense de la souveraineté nationale, « la priorité aux Français ».

Dans le même temps, se discutait au Sénat la loi sur le droit de vote des étrangers, débat dans lequel Sarkozy et l'UMP entendaient bien reprendre l'offensive sur le terrain du nationalisme. Après Fillon refusant de « vider la nationalité et la citoyenneté françaises de leur substance », Henri Guaino, le conseiller spécial de Sarkozy, n'a pas manqué de surenchérir en estimant qu'« il y a un tel malaise avec la nationalité, la nation, une telle perte de repères, que rajouter encore celle-ci serait désastreux ». Donner des droits de citoyen à des personnes vivant, travaillant, payant leurs impôts ici mais n'ayant pas acquis l'estampille « Français » ! Voilà qui est insupportable pour ces prétendus esprits européens. Qu'importe à ces politiciens qu'ils foulent au pied une promesse de Sarkozy. Leurs convictions sont à géométrie variable en fonction de leur seule boussole, leurs propres intérêts et ceux de la classe dominante.

Incapables d'apporter la moindre réponse à la crise dont ils sont, avec leurs amis les banquiers, responsables, ils tentent de subjuguer l'opinion publique en entretenant un climat d'inquiétude et de peur, en cherchant à diviser, à trouver un bouc émissaire, l'étranger. Ils flattent les préjugés nationalistes et chauvins pour canaliser, dévoyer le mécontentement populaire. Dépassées par leur propre crise, incapable d'en maîtriser ni les effets ni l'évolution, sans autre réponse que la fuite en avant, les classes dominantes sont entraînées dans une surenchère démagogique dont elles ne maîtrisent pas plus les dangers.

La lutte contre elles ne peut concilier avec le poison du chauvinisme qui divise les opprimés. Notre solidarité internationaliste n'est pas une simple posture morale, elle est une politique visant au rassemblement de notre classe à travers chaque mobilisation, chaque débat, chaque confrontation. Une politique consciente d'une évidence : les frontières nationales n'ont jamais protégé les travailleurEs et les classes populaires de quoi que ce soit, elles sont au contraire un carcan. Ici comme au niveau de toute l'Europe s'affrontent deux politiques, celle soumise aux intérêts des groupes financiers et des classes capitalistes celle défendant les intérêts des travailleurEs et des peuples contre la dictature des premiers. Construire l'unité du monde du travail pour son émancipation, c'est faire vivre la solidarité par-delà les frontières.

Ivan Lemaitre

L'impasse souverainiste

Face aux ravages de la mondialisation et de la construction européenne capitalistes, il n'y a rien d'étonnant à ce que les réponses nationalistes et chauvines reprennent du poil de la bête.

Il y a chez les défenseurs du souverainisme – d'extrême droite, des marges de la droite et parfois aussi de la gauche – une bonne part de démagogie. L'exemple du parti grec fascisant Laos, qui a intégré un gouvernement sous contrôle direct de Merkozy et de la troïka (Union européenne, BCE, FMI), et dont l'objectif central est de sauver l'euro en intensifiant la guerre menée contre les classes populaires, montre les limites de telles proclamations. Mais surtout, les réponses souverainistes n'apportent aucune solution à la crise et, appliquées dans le cadre du système capitaliste, ne pourraient que l'aggraver.

La plus banale de ces propositions, communément défendue par des secteurs patronaux, consisterait à augmenter les droits de douane aux frontières de l'UE et/ou de la France, notamment face aux produits de pays considérés comme pratiquant un « dumping » social et/ou écologique. C'est la voie qui avait été choisie pendant la grande crise des années 1930. Elle a débouché sur une guerre des tarifs douaniers, préparant et annonçant... la guerre tout court. Les travailleurEs n'ont nul intérêt à un tel combat qui les verrait enrôlés, dans chaque pays, derrière leur propre bourgeoisie nationale. La solution se situe à un autre niveau : elle passe par des mesures mettant en cause les profits, le pouvoir et la propriété des grands groupes capitalistes et financiers (à commencer, ici, par ceux d'origine française) qui sont les principaux acteurs de cette mondialisation antisociale et anti-écologique.

Nous ne sommes pas non plus favorables aux demandes de « relocalisation » des productions, qui provoqueraient des vagues de licenciements dans les pays concernés.



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

Autre chose est l'interdiction des délocalisations : il s'agit d'une application du mot d'ordre général d'interdiction des licenciements, face à des opérations de transfert de la production dont le motif unique est d'augmenter les profits. Autre chose encore est la réorganisation générale de la production dans des sociétés enfin débarrassées des lois capitalistes : les critères sociaux, écologiques et aussi internationalistes, de coopération entre les peuples entraîneront un mouvement naturel – et pacifique – de relocalisation des activités économiques.

La même chose peut être dite de la sortie de l'euro et de la remise en place de monnaies nationales. Sous des régimes capitalistes, une telle mesure déboucherait sur une suite de « dévaluations compétitives », autre expression de la guerre économique, dont les classes populaires sont toujours

les premières victimes. En revanche, il est évident que tout pays qui s'engagerait dans une rupture anticapitaliste avec les politiques de Merkozy et de la troïka se trouverait obligé de rompre avec la BCE et l'euro – sauf cas très improbable d'un processus simultané dans tous les États centraux de l'UE.

À quoi s'ajoute le fait que l'UE et la zone euro sont des entités différenciées et hiérarchisées, permettant aux États impérialistes les plus forts (en premier lieu l'Allemagne, puis la France) de renforcer leur domination sur les États les plus faibles. Cela explique pourquoi l'ensemble des anticapitalistes grecs défendent aujourd'hui la sortie de l'euro, dans le cadre d'un programme d'urgence, de défense anticapitaliste des travailleurEs et de la population.

Jean-Philippe Divès

Échos de campagne



(RA)

À la sortie n°12 vers Roye, sur l'autoroute menant à Lille, on aperçoit les entrepôts Norbert Dentressangle où sévit un patronat de combat. Autour d'un brasero, nous affirmons notre solidarité avec les salariés en grève en soutien à Hervé, en grève de la faim pour combattre son licenciement uniquement justifié par son militantisme à la CGT. En ce dixième jour de grève, le directeur a foncé avec un camion de transport sur les habitantEs venuEs apporter leur soutien, blessant grièvement la sœur d'Hervé. Devant le soutien apporté à Hervé et aux grévistes, la direction accepte de

le dédommager financièrement avec la possibilité d'assigner en justice. La mise en place d'un comité de surveillance de la direction, en attendant le résultat des actions en justice, et son renoncement à toutes représailles contre les grévistes, sont ressentis comme une victoire par les salariéEs dans un secteur où la violence patronale est permanente.

À Lille, 140 personnes ont répondu à l'invitation à la réunion publique avec Philippe. Notre camarade Juliette a présenté la situation de notre région parmi les plus pauvres de France, où il y a urgence sanitaire et sociale, mais qui est aussi la

À Lille, 9 décembre...

sixième région de France pour l'ISF. Elle a énuméré les attaques généralisées contre l'emploi, la menace qui pèse sur Seafrance et à Sevelnord. Le secteur public fait aussi les frais de la crise avec la casse des services publics de santé et d'éducation. Quant aux migrantEs, l'offensive du gouvernement ne connaît pas de répit dans la région : démantèlement de camps de Roms, criminalisation de leurs soutiens. Ensuite, un camarade jeune a rappelé les mobilisations d'une jeunesse qui refuse d'être sacrifiée. Puis Philippe a pris la parole, présentant notre plan d'urgence, un plan anticrise pour l'annulation de la dette, l'interdiction des licenciements et une autre répartition des richesses. Durant toute la réunion, l'écoute fut remarquable et l'accueil chaleureux. « Comment faire converger les luttes en Europe? »,

« Comment vous aider à obtenir les 500 signatures? », l'échange avec la salle a révélé les inquiétudes des participantEs mais aussi des interrogations sur l'audience du FN dans les milieux populaires, la pression du vote « utile », nos rapports avec le Front de Gauche. Une réussite pour cette première réunion publique, malgré une couverture médiatique restreinte mais cependant « sympathique » comme l'article de *la Voix du Nord* qui met en évidence « celui qui tient la cadence militante dans la bonne humeur », et qui « confie souhaiter avant tout que "Sarkozy dégage", mais reste sans illusion en cas de victoire socialiste ». Et qui conclut sur une citation de Philippe : « Une vraie politique de gauche, il va falloir l'imposer. »

Correspondant

Leur Europe et la nôtre en questions...

La « construction européenne » telle qu'elle fut menée depuis son « second souffle », avec l'Acte unique (1986) ne répond qu'aux besoins du capital. Cet Acte, censé « décloisonner les marchés », a abouti à un redoutable dumping social et fiscal. Il faut aussi rappeler les directives de la Commission européenne contre les services publics et les acquis ouvriers (encore actuellement pour liquider le statut des cheminots, accélérer la privatisation rampante des chemins de fer). Puis il y a eu Maastricht et ses suites. Le constat s'impose : la « construction de l'UE », depuis 35 ans, s'intègre étroitement au déploiement de la mondialisation néolibérale et aux reculs sociaux qui l'ont rythmée. Chaque élément de cette construction l'a été en fonction des exigences capitalistes et de rien d'autre. On ne peut croire au mirage d'une UE « démocratisée », « plus sociale ».

D'OU VIENT LA CRISE DE L'UE ?

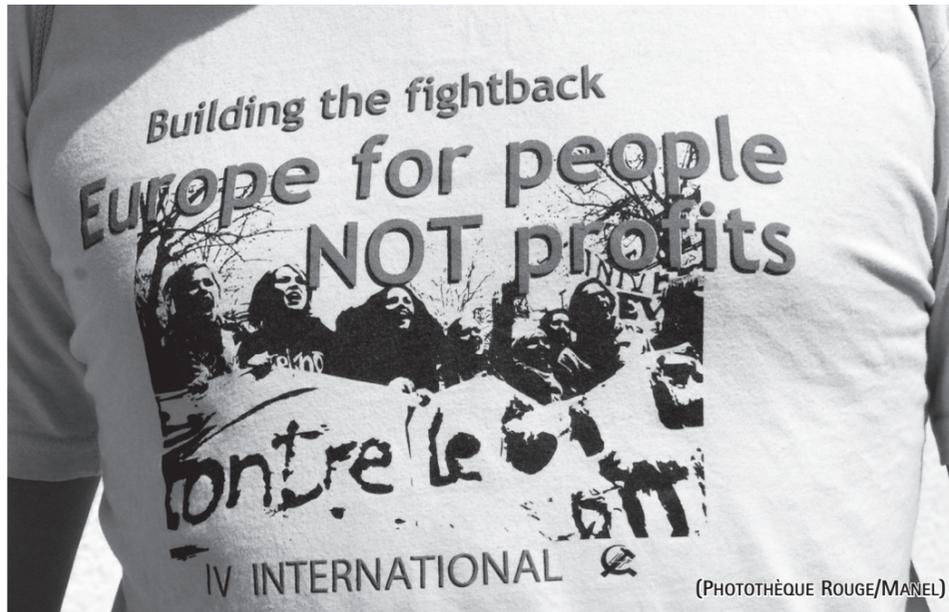
En 2007, le capitalisme entre dans une période de crise généralisée, à l'échelle mondiale - les USA, en particulier, ne sont pas épargnés. Mais les puissances européennes sont en première ligne du fait des faiblesses intrinsèques de la « construction européenne » incapable de concilier les intérêts rivaux de chaque bourgeoisie. Les spéculateurs ont joué de ces contradictions en s'en prenant aux maillons faibles de l'UE (Grèce...). Derrière tout cela, sévit leur scepticisme quant aux capacités des vieilles puissances impérialistes de conserver leur place actuelle face à la concurrence mondiale. En dernière analyse, la crise de l'UE est nourrie par une fragmentation de l'Europe, accentuée depuis Maastricht, même si le recours à l'endettement, à l'« économie-casino » a pu le masquer un temps... Même sur le terrain économique, la « construction européenne » s'avère donc être un échec, une entreprise de régression sociale.

LA MONNAIE UNIQUE, UN PROGRÈS ?

La mise en place de l'euro était un semblant de réponse à cette division du continent. L'euro était censé faciliter « l'intégration européenne » en fluidifiant les échanges. En fait, la Banque centrale européenne (BCE) fut construite avec une mission exclusive, garantir la stabilité des prix (les banquiers craignent l'inflation plus que tout). Le reste, comme le prétendu soutien à l'activité permettant de limiter le chômage, censé en découler, n'était qu'illusion. Les sinistres « critères » (3% maximum de déficit budgétaire, 60% d'endettement) ne visaient qu'à imposer un nivellement par le bas, prélude aux politiques d'austérité. Depuis 20 ans, la BCE s'est avérée être un outil précieux pour orchestrer l'offensive antisociale dans tous les pays de l'Union, en particulier en Allemagne.

QUEL RÔLE JOUE LE PARLEMENT EUROPÉEN ?

Le Parlement européen a des pouvoirs si limités qu'on est en droit de le caractériser comme un Parlement croupion. L'essentiel du pouvoir est concentré dans la Commission européenne (dirigée par Barroso, dont les membres sont nommés), et le Conseil européen réunissant les chefs d'État



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/MANEL)

des 27 pays membres et présidé par un membre nommé (Van Rompuy).

La zone euro (17 des 27 pays de l'UE) ne dispose quant à elle d'aucune instance de contrôle, et ce sont les pays les plus forts qui décident, l'Allemagne, la France, comme on l'a encore vu lors du dernier Conseil européen. Leur UE est bien peu démocratique...

Cela autorise certains à utiliser l'arme du chauvinisme. Ce procédé réactionnaire ne sert qu'à tenter de masquer le véritable responsable de la situation, le capitalisme, qu'il soit allemand ou français !

UNE AUTRE EUROPE EST-ELLE POSSIBLE ?

Un gouvernement des travailleurs dénoncerait les traités fondateurs de l'UE. Pas de politique

anticapitaliste dans le cadre de leur UE qui démontre quotidiennement l'incapacité des bourgeoisies à dépasser les divisions nationales du continent. Notre programme s'inscrit dans la perspective d'une Europe des travailleurs, nécessairement socialiste, écologiste et démocratique. Elle se construira à travers les mobilisations pour la défense des droits sociaux contre les politiques d'austérité, pour un nivellement par le haut. Leur convergence, par-delà les frontières, en vue de la conquête d'une véritable démocratie devra déboucher sur un processus constituant garantissant aux populations le contrôle sur l'économie et la coopération entre les peuples pour œuvrer à la satisfaction de leurs propres besoins.

Pascal Morsu

échos de campagne

Philippe Poutou à Grenoble

Nous étions près de 130 au meeting du NPA avec Philippe Poutou, ce lundi 5 décembre, à Grenoble : des militantEs de Solidaires, des Alternatifs, des collègues de nos différents lieux de travail mais aussi de nombreuses et nombreux jeunes alors que notre intervention dans ce secteur n'a redémarré que depuis peu. La soirée a été marquée par un triple éclairage. Celui des militantEs jeunes : un camarade du campus a présenté l'urgence de la mobilisation et de l'organisation dans la jeunesse. Une militante, salariée à Pôle emploi, a apporté une analyse sur la souffrance au travail. Un camarade postier a complété cette analyse avec l'exemple de

la lutte efficace menée dans le centre de tri d'Échirolles. Enfin, l'ex-députée européenne LCR, Roseline Vachetta, et un camarade grec, témoignant des luttes massives dans son pays, ont donné un éclairage européen avant l'intervention de Philippe et un échange vivant entre les intervenantEs et la salle.

Un vrai encouragement, notre parti garde une audience réelle et les réponses à la crise que nous porterons avec Philippe dans cette campagne sont attendues. Des espoirs que nous ne devons pas décevoir.

Correspondante

Annecy, la ville où les riches s'ennuient

Cette semaine un hebdomadaire local, *l'Essor savoyard*, consacrait sa une et un dossier aux malheurs des riches « desperate housewives » annéciennes qui s'ennuient et se plaignent de l'absence de magasins de luxe dans la préfecture de Haute-Savoie. Pourtant Annecy n'est pas un ghetto de riches, c'est une ville ouvrière, une ville où la population souffre des conséquences de la crise, une ville militante où une large mobilisation a contribué à

faire échouer le projet pharaonique de la candidature française aux JO d'hiver de 2018.

La venue de Philippe Poutou a permis de rassembler une soixantaine de personnes, militantEs et sympathisantEs du NPA, dont certainEs s'étaient « perdus de vue » depuis un moment, mais aussi de nouvelles têtes ainsi que des camarades de Lutte ouvrière et de la Gauche anticapitaliste suisse venus en voisins. Très à l'aise, Philippe a développé les

axes essentiels de notre campagne avant d'entamer un débat percutant avec la salle : régularisation des sans-papiers, origine et nature de la dette des États, divergences programmatiques et stratégiques avec le Front de Gauche, nécessité d'un bouclier social contre la crise, l'intérêt et les limites du mouvement des IndignéEs, quelle explication donner à l'atonie actuelle du mouvement social, quel sens donner à une candidature anticapitaliste... tout ou presque y est passé avant que

la réunion ne se finisse sur un appel à participer à l'initiative de l'UD-CGT 74 pour « accueillir » Sarkozy en visite à Annemasse le mardi suivant.

Un premier déplacement réussi, bien suivi par la presse locale, qui redonne la pêche pour passer le premier tour de la campagne du NPA, obtenir les 500 parrainages et aller jusqu'au bout. On ne lâche rien !

Correspondante

Agenda

MEETINGS AVEC PHILIPPE POUTOU

Jeudi 15 décembre Reims.

Réunion publique à 18 heures, salle municipale Croix-Rouge, avenue François-Mauriac.

Samedi 14 janvier, Villefranche-de-Rouergue.

Réunion publique.

Jeudi 19 janvier, Tarbes.

Réunion publique.

Jeudi 19 janvier, Pau.

Réunion publique.

Vendredi 20 janvier, Blois.

Réunion publique.

Lundi 23 janvier, Poitiers.

Réunion publique.

Jeudi 26 janvier, Metz.

Réunion publique.

Vendredi 27 janvier, Marseille.

Réunion publique.

Jeudi 2 février, Strasbourg.

Réunion publique.

Vendredi 3 février, Besançon.

Réunion publique.



LA CAMPAGNE DANS LES MÉDIAS

Vendredi 16 décembre.

La matinale de Canal + à 7h45.

À SUIVRE SUR
www.poutou2012.org

La TVA « sociale », le hold-up du siècle

« De l'audace, encore de l'audace », assure le patronat

De quelle audace s'agit-il ? Rien de moins « que d'enfreindre le principe d'universalité de la protection sociale ». « Il faut reconnaître que la solidarité nationale [les impôts sous quelque forme que ce soit NDLR] doit prendre une plus grande place dans le financement des dépenses sociales »¹. Version Medef, cela donne une baisse des cotisations employeurs compensée par un surcroît de TVA et une baisse des cotisations salariales compensée par une hausse de la CSG² dans une fourchette de 30 à 80 milliards. Le motif invoqué est toujours le même : favoriser la compétitivité des entreprises. En effet, en économie capitaliste, le plus sûr moyen d'augmenter les profits (nom réel de la compétitivité), c'est de diminuer les salaires. Le débat à droite porte sur « l'acceptabilité », le montant et le calendrier, selon Pilliard, président de la Commission protection

sociale du Medef³. En effet, passer à une TVA de 25% pour transférer le financement de la protection sociale sur la population, il faut oser en année électorale ! De plus, cela aurait d'inévitables répercussions sur la consommation de la population et provoquerait une spirale économique infernale, y compris pour le patronat. Madelin lui-même avait souligné ce risque pour la TVA⁴. Pilliard fait une proposition : transférer immédiatement 5,4 points de cotisation de la branche famille. Mais l'essentiel n'est pas la TVA ou la CSG : c'est d'en finir avec le salaire socialisé. Si la TVA tombe à l'eau, il restera le démantèlement de la Sécu. Finis les droits universels, chacun devrait se la payer par les impôts complétés pour ceux qui le pourront par des assurances. Seul un filet de sécurité minimum subsisterait pour les plus pauvres⁵. C'est le but des mesures déjà

bien entamées : franchises médicales, tarif unique pour les hôpitaux publics et privés, désindexation des retraites par rapport à l'inflation, prestations sous conditions de ressources, fin programmée des allocations familiales... Babeau ose écrire qu'il faut « réduire la part prélevée sur la richesse nationale ». Mais qui crée la richesse sinon les salariéEs dans leur ensemble ?

1. André Babeau. *Le Nouvel Économiste*, juillet 2011.
2. *Les Échos*, 26 octobre 2011 : « le patronat veut transférer de 30 à 80 milliards » (sur le dos des salariés, retraités et chômeurs, bien sûr !).
3. Id.
4. Madelin : « Pour en finir avec la TVA sociale », *la Tribune*, 15 novembre 2010.
5. Avec des conséquences déjà dramatiques : en 2008, 15,4% de la population a renoncé à des soins pour raisons économiques, 40% des bénéficiaires de la CMU (Irdes).

Baisser massivement les salaires sans que les intéressés ne s'en aperçoivent, le Medef en a rêvé, Sarkozy veut le faire. Ce projet a un nom : TVA « sociale ». Même si le mot n'est pas prononcé, c'est un thème central de chacun des discours présidentiels. Ce sera l'un des enjeux principaux de la campagne de 2012. Le remplacement des cotisations sociales par une augmentation de la TVA « sociale » était en sourdine depuis 2007. Son annonce « intempestive » par Jean-Louis Borloo entre les deux tours des législatives aurait coûté, selon Jean-Pierre Raffarin, leur siège à une quarantaine de députés UMP.

Le tour de passe-passe est simple : sans toucher au salaire net (ce que le salarié touche directement chaque mois), réduire les cotisations sociales, c'est réduire la part du salaire mise en commun et versée aux organismes de retraite complémentaire, à la Sécurité sociale et à Pôle Emploi pour financer les régimes de retraite, la maladie, les allocations familiales et le chômage. Cette part du salaire représente aujourd'hui 400 milliards d'euros (voir l'encadré sur les dépenses et recettes) soit 1/5 de la richesse produite (PIB).

L'instauration de la TVA « sociale » permettrait de remplacer cette partie du salaire payée par les employeurs par un impôt indirect payé pour l'essentiel par les salariéEs (voir l'encadré sur la TVA). Elle s'ajouterait à d'autres impôts reposant eux aussi pour l'essentiel sur les classes populaires : les taxes sur le tabac, l'alcool, les produits sucrés, la CSG (contribution sociale généralisée) ou la CRDS (contribution au remboursement de la dette sociale).

Patronat et gouvernement pourfendent l'impôt quand il s'agit de mettre à contribution les plus fortunés. Ils sont les premiers à vouloir imposer un nouvel impôt, quand il s'agit de taxer les salariéEs, les retraités, les chômeurEs et d'exonérer le patronat de toute responsabilité dans le financement de la protection sociale.

Qui va payer la crise ? Quelle répartition des richesses ? C'est l'enjeu de l'instauration de la TVA « sociale » ou de toute autre forme d'impôts indirects pesant essentiellement sur les salariéEs. C'est un enjeu de classe délibérément occulté par le PS et une partie des directions syndicales convertie au libéralisme.

Dossier réalisé par la commission santé-sécu-social du NPA

Vous trouverez une large documentation sur la protection sociale et la santé (plus de 2500 articles), sur le site de la commission santé-sécu-social du NPA : <http://siteinfosecusante.free.fr/>

PS : Une variante des politiques libérales

François Hollande dit être opposé à la TVA « sociale », une des mesures phares, lors des primaires socialistes, de son porte-parole Manuel Valls. Avec le PS, il préconise, sous un autre nom, une mesure très voisine : une « contribution écologique se substituant à la taxe sur le travail ». La proposition de la droite est peinte en vert, mais le PS a la même orientation libérale : diminuer le « coût du travail », c'est-à-dire baisser les salaires et les cotisations sociales pour « assurer la compétitivité des entreprises ».

Le gouvernement de Michel Rocard a créé la CSG, impôt proportionnel payé à 85% par les salariéEs et les retraités, qui a remplacé des cotisations sociales. Aujourd'hui elle finance 1/5^e de la Sécu. Jospin avec Martine Aubry aux Affaires sociales s'est illustré dans l'exonération des cotisations sociales pour les bas salaires, sous prétexte de favoriser l'emploi. Aujourd'hui, le PS préconise la fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu. Cette proposition peut apparaître plus juste que la TVA car l'impôt sur le revenu est

progressif et taxe davantage les plus aisés. Mais elle obéit à la même logique : exonérer les patrons du financement de la Sécu. Son autre grand danger (comme pour la TVA) est de ne pas garantir que les sommes collectées soient versées à la Sécu. Les propositions du PS sont une variante des politiques libérales avec les mêmes conséquences : réduire la part revenant aux salariés dans la richesse qu'ils produisent.

Front de Gauche : ce qui nous rassemble et ce qui est en débat

Le NPA est signataire du socle commun du collectif « Notre santé en danger »¹ avec une cinquantaine d'organisations dont les partis du Front de Gauche, des syndicats (la confédération CGT, la FSU, Solidaires...), des associations. Alors que Sarkozy vient de réaffirmer que « la réforme de la protection sociale est une urgence absolue » (discours de Toulon), ce collectif est un atout précieux s'il est en capacité de mobiliser efficacement face à tous ceux qui veulent casser la Sécu. Dans son programme, le Front de Gauche propose le financement de la Sécu à partir des cotisations salariales avec une modulation des cotisations des entreprises et une contribution sur les revenus financiers. Nous avons plusieurs fois débattu, notamment

avec la commission santé du PCF, de nos accords et divergences. Nous voulons les uns et les autres que le financement de la Sécu soit basé sur la cotisation sociale. C'est un point d'accord essentiel. Nos désaccords ne sont pas un obstacle à la lutte commune. Pour le NPA, le financement par la cotisation doit être exclusif de tout autre. La proposition de « taxation » nous fait sortir de ce cadre. Le meilleur moyen de « taxer les entreprises » est de créer des emplois et d'augmenter les salaires. C'est ainsi que l'on crée le plus de cotisations. La taxation des revenus financiers des entreprises est une mesure fiscale nécessaire pour le budget de l'État, mais elle ne permet pas de lutter contre la baisse de la

part salariale dans le PIB et, appliquée au financement de la Sécu, la ferait basculer dans un autre système progressivement déconnecté du salaire socialisé. La modulation des cotisations « afin de favoriser les entreprises créant de l'emploi », revient à créer une nouvelle modalité d'exonération des cotisations. Aucun emploi n'a été créé grâce aux exonérations. C'est un leurre de croire que ce serait différent avec la méthode des modulations. Les patrons développeraient la sous-traitance et d'autres manipulations comptables.

1. <http://siteinfosecusante.free.fr/spip.php?rubrique19>



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/TN)

e sur nos salaires



Nous voulons

Les propositions du NPA pour reconquérir la Sécu :

• EXIGER QU'ELLE SOIT UNIQUEMENT FINANCÉE PAR DES COTISATIONS SOCIALES

La fiscalisation et la CSG sont des pièges : la cotisation sociale doit être le mode de financement unique. Les exonérations de cotisations doivent être abolies. Les dispositifs qui permettent d'échapper à la cotisation (intéressement, participation, stock-options...) doivent être interdits et les sommes versées à ce titre intégrées à la masse salariale des entreprises. Les lois de financement de la Sécu n'ont pas de raison d'être. Les recettes doivent s'adapter aux besoins sociaux. La Sécu doit garantir notamment la santé gratuite, la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités, les allocations familiales dès le premier enfant. C'est possible : en 2010, un point de cotisation représentait 5 milliards d'euros de recettes¹. Accroître les cotisations nécessite de créer des emplois (par les 32 heures de travail hebdomadaires, l'interdiction des licenciements) et d'augmenter les salaires. Et si cela ne suffit pas, il faudra augmenter la part patronale des cotisations.

• UNE SÉCU AUTOGÉRÉE

Fort heureusement le gouvernement et le patronat ne décident pas à notre place du choix de nos dépenses. Nous ne demandons pas à l'État et à notre patron de gérer notre salaire individuel. Ils n'ont pas davantage à décider du salaire socialisé. Pourtant, nous ne sommes pas maîtres de cette partie du salaire : le gouvernement décide du montant des cotisations et du choix des prestations et, depuis 1996, la loi de financement de la Sécurité sociale enserme le budget de la Sécu dans une enveloppe fermée. Le patronat siège avec les représentants désignés par les syndicats et des personnalités dites qualifiées dans les caisses de Sécurité sociale et l'État exerce une tutelle étroite sur les organismes.

« La Sécu est à nous, on s'est battu pour la gagner, on se battra pour la garder ». Ce mot d'ordre a été scandé dans les manifestations depuis 45 ans. Maintenant il faut exiger plus : la reconquête de la Sécu. Le salaire socialisé doit être géré par les salariéEs. La Sécu autogérée doit être une institution totalement indépendante de l'État et du patronat. Seuls les représentantEs des assuréEs sociaux éluEs, comme cela était le cas de 1945 à 1967 et en 1982 ont la légitimité de siéger aux conseils d'administration des caisses. Ils doivent disposer de tous les pouvoirs de gestion, du choix et des montants des prestations, des moyens de répondre aux besoins sociaux. Pour définir les besoins et y répondre, il faut la démocratie maximum. Nos représentantEs doivent être éluEs au plus près des salariéEs selon des modalités à débattre. Ils/elles doivent être contrôlables et révocables. Aucun patron, aucun représentant de l'État n'a la légitimité de siéger dans les conseils d'administration des caisses.

Nous voulons :

UNE PROTECTION SOCIALE PAYÉE PAR LES EMPLOYEURS ET NON PAR NOS IMPÔTS

- Non à la TVA (anti) sociale ou à toute autre forme d'impôt pesant sur les salariéEs
- Refus de toute augmentation de la CSG. Notre but est la suppression de la CSG, remplacée par des cotisations sociales « patronales »
- Un vrai salaire pour un vrai emploi : aucune exonération ou « modulation » de cotisations sociales pour les patrons, non aux emplois « aidés » et aux « petits boulots »
- Suppression de la fiction du « salaire brut » et des « cotisations salariales » : toutes les cotisations doivent être des cotisations dites « patronales », proportionnelles au salaire net

UNE SÉCU POUR DES DROITS SOCIAUX ET NON POUR LA CHARITÉ

- Des pensions, prolongation du meilleur salaire, des soins remboursés à 100% etc...

1. Sources : Commission des comptes de la Sécurité sociale (09/11), Drees 2011, et Insee 2011

À savoir

DÉPENSES ET RECETTES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE¹

(Tous régimes et toutes branches)

- Les dépenses de la Sécu sont de 427,492 milliards d'euros et les recettes de 401,259 milliards d'euros.
- Les cotisations représentent 64% des recettes (55% issues du privé et 9% du public - cotisations dites fictives).
- Les impôts représentent 32% des recettes (dont 18% de CSG).
- 4% des recettes sont diverses

COMPARAISONS

- Les ressources de la Sécu sont 1,7 fois supérieures à celles de l'État (231,4 milliards d'euros)
- Les ressources de la protection sociale (Sécu + chômage + les complémentaires retraites, 606,7 milliards d'euros dont 2/3 de cotisations) sont 2,6 fois supérieures à celles de l'État.

LA TVA²

- La TVA (124 milliards d'euros) finance 50% des dépenses de l'État (266 milliards d'euros). L'impôt sur le revenu ne rapporte que 50,3 milliards. Le taux de la TVA « réduite » sur des produits de première nécessité vient d'être relevé à 7%. Les autres produits sont taxés à 19,6%
- C'est un impôt sur la consommation acquitté à chaque achat. Il est payé par tous sans exception. Moins on est riche, plus on paye : Pour les bas revenus, toutes les ressources sont consommées donc soumises à la TVA. À un certain niveau de richesse, une partie du revenu est épargnée et y échappe. Son incidence est de 11,5% sur les revenus des 10% de ménages les moins aisés et de 5,9% sur les 10% les plus aisés.

1. Sources : Commission des comptes de la Sécurité sociale (09/11), Drees 2011 et Insee 2011.

2. Dossier « Pour une vraie révolution fiscale », Tout est à Nous ! La Revue n°25, octobre 2011.

Ne dites plus

CHARGES SOCIALES. Pour l'employeur, le salaire, c'est une « charge », un mal nécessaire. Il n'a qu'un but : le réduire. Pour les travailleurs, le salaire et les cotisations sociales, c'est leur dû : la rémunération d'une partie de leur travail, l'autre partie étant appropriée gratuitement par le patron.

COTISATION PATRONALE, COTISATION SALARIALE. Sur le bulletin de salaire la cotisation apparaît sous ces deux formes. C'est une tromperie, car c'est l'ensemble du salaire (salaire brut + part patronale des cotisations) qui rémunère notre force de travail. Pour ne pas diminuer le pouvoir d'achat (salaire net), nous revendiquons la suppression de la part salariale de

la cotisation et l'augmentation d'autant de la part patronale.

SALAIRE DIFFÉRÉ. Les cotisations ne sont pas mises de côté dans un compte pour de l'épargne ou un placement. Exemple : les actifs d'aujourd'hui paient les retraites d'aujourd'hui avec le salaire socialisé.

DÉFICIT, TROU DE LA SÉCU. Les dépenses sociales ne sont pas trop élevées, les recettes sont insuffisantes ! Les caisses de Sécu sont pillées par les exonérations de cotisations (10,1% des cotisations en 2010, 316 milliards d'euros depuis 1992), les dettes de l'État et des patrons. Le déficit est une construction politique



https://diasp.org/users/sign_up

« Diaspora », imaginé par des étudiants en informatique américains, est un projet ambitieux qui entend mettre en place un réseau social open source, qui rend à l'utilisateur le contrôle de sa vie privée. Parce que c'est un réseau social libre décentralisé, Diaspora ne stocke pas vos données puisque celles-ci sont transférées seulement d'un ordinateur à l'autre. Véritable alternative à la domination de Facebook, Diaspora propose un système sécurisé qui vous permet de paramétrer précisément ce que vous partagez et avec qui vous le partagez. Bref, c'est un outil communautaire à tester avec vos amis !



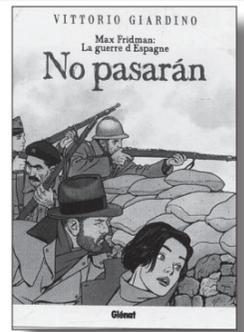
FILM
L'EXERCICE DE L'ÉTAT
Pierre Schoeller
Chronique réussie de la vie politique actuelle – vue par les avatars d'un ministre aux prises avec les différents problèmes de sa charge – *L'Exercice de l'État* est rendu convaincant par l'excellence des acteurs, Michel Blanc et Olivier Gourmet. Cette histoire est presque didactique, si l'on en accepte le point de départ : tout se déroule dans un gouvernement à majorité conservatrice, la gauche (ou même le centre-gauche) n'existe que par allusions, et l'on entrevoit quelques groupes de manifestants hurleurs. Mais l'on voit bien le mécanisme du pouvoir. Tout juste si l'on ne se demande pas : et s'il s'agissait d'un pouvoir vraiment à gauche, comment cela se passerait-il ?
Paul Louis Thirard



MUSIQUE
GENTLE SPIRIT
Jonathan Wilson
Bella Union
Il pourrait être le fils de Dennis (Wilson), de Neil Young, de Jerry Garcia (Grateful Dead) ou de David Gilmour. Jonathan Wilson a 36 ans et il est le fils de tous ces géants. Il a d'abord étudié le jazz en révolte par rapport à son père guitariste rock. Puis, il est revenu au rock et a galéré en studio pendant des années. Il s'y est quand même constitué une bande d'amis qui lui renvoient l'ascenseur (Robbie Robertson du Band, Jackson Browne, Roy Harper, Wilco) et le poussent à présent à creuser son propre sillon. Son premier album *Gentle Spirit* ne contient que des chefs-d'œuvre de lyrisme mélodique. Des mélodies souples et chaleureuses avec des cordes et de l'orgue pour accentuer les accents « gilmouriens » de la guitare. Pourtant, ses mélodies ne ressemblent à aucune autre et ne s'oublie pas dès la première écoute.
Sylvain Chardon



DOC
GRANDPUITS & PETITES VICTOIRES
Olivier Azam
En octobre 2010, il y a eu la bataille pour la défense de nos retraites. Cette fois-là, la rue n'a pas pu faire fléchir le gouvernement. Et pourtant, il y a eu des victoires. Le documentaire d'Olivier Azam produit par la coopérative « Les Mutins de Pangée », nous le rappelle à travers le combat des grévistes de la raffinerie Total de Grandpuits, en Seine-et-Marne. Là-bas, ils sont restés des heures entières, lors de ces nuits glaciales, collés au brasero, pour bloquer dépôts et raffineries de pétrole. Ce qui les faisait tenir ? La justesse de leur lutte et cette incroyable solidarité malgré les charges policières, les réquisitions, la violence et la propagande d'un gouvernement menteur. En octobre 2010, ils ont gardé la tête haute, et portaient à bout de bras les revendications de millions de personnes. Ce documentaire nous permet de nous remémorer ces moments essentiels.
Coralie Wawrzyniak



BD
MAX FRIDMAN - INTÉGRALE LA GUERRE D'ESPAGNE
Vittorio GIARDINO
Glénat - 28 Euros
No Pasaran ! Hélas, en octobre 1938, si les fascistes n'ont pas encore tout à fait gagné et que l'on se bat encore violemment sur le front de l'Ebro, les staliniens et leurs liquidateurs sont passés. C'est ce qui inquiète la compagne du major Treves qui demande à Max Fridman de le retrouver. Max a en effet combattu en Espagne avant l'emprise stalinienne. Il est parti alors que Treves, plus proche des communistes, est resté. C'est sans illusion que Max part pour la Catalogne. Les staliniens, la Seguridad, les phalangistes, tous sont à ses trousses. Max se méfie de tous même de la belle journaliste belge Claire Bon. De son trait limpide et lumineux, Giardino nous fait découvrir les immeubles de Gaudi et l'Ebro en hiver. Les trois tomes espagnols de *Fridman*, réunis en une intégrale, composent un roman graphique poignant !
S. G.

l'essai
MANCHESTER MUSIC CITY 1976-1996
John Robb
Rivages Rouge
480 pages
21,50 euros

La musique est d'abord une affaire de ville. Il y a eu Memphis pour le rock'n'roll et la soul, New York pour la salsa et le hip-hop, et en Europe nous avons Manchester. Cette cité ouvrière du Nord, passée du statut de fierté du capitalisme à celui de symbole « grandeur nature » de sa ruine urbaine, posséda une des scènes pop les plus incroyables et iconoclastes du Royaume-Uni. Tout commence à la fin des années 1960 avec la northern soul, cette passion obsessionnelle des mods et autres soulboys pour les 45t obscurs de rythm'n'blues (quitte à chamber les Stones de passage dans une boîte locale, en passant les originaux « blacks » qu'ils reprennent alors avec succès). Tout cela se développe sur fond d'écroulement industriel de la ville, de football (City la prolo contre United la bourgeoise), d'immigration jamaïcaine et irlandaise, de drogues envahissantes, de gangs de plus en plus violents. Cette spécificité régionale se cristallisera dans une attitude étrange et une posture éclectique. Un microclimat artistique qui enfantera, après un passage mythique des Sex Pistols, une vague punk et post-punk dont la singularité tenait dans le fait notable qu'ils aimaient aussi danser (des Buzzcocks à Joy Division), avec en figure de prou le label Factory (qui accueillera notamment les Happy Mondays) et son club mythique The Hacienda. Et par la suite évidemment les Stone Roses et Oasis. Ce livre raconte cette histoire en collectant les témoignages de tous les acteurs, connus ou invisibles, de la bien nommée « Madchester ».

King Martov

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

EXPOS Cézanne, pour et contre les apparences

Deux grandes expositions parisiennes, Matisse, Cézanne, Picasso, l'aventure des Stein (Grand Palais) et Cézanne à Paris (Musée du Luxembourg), évoquent sous des angles différents ce peintre « précurseur de la modernité » et révolutionnaire inavoué.

Révolutionnaire, le grand bourgeois bigot, antidreyfusard et lecteur de *la Croix* que fut Cézanne (1839-1906) dans les dernières années de sa vie, sa période de recherche la plus intense, la plus novatrice ? Révolutionnaire, il l'avait pourtant été après que son ami Zola l'eut fait venir d'Aix à Paris où il prit femme en cachette de sa famille, et durant ses combats aux côtés des impressionnistes ou les leçons de peinture en plein air qu'il reçut de Pissarro, anarchiste notoire. « *Cet anarchiste, ce fou de Cézanne* », c'est ce que disait encore en 1902 le directeur des Beaux-Arts pour lui refuser la Légion d'honneur. Malheureux de ses débuts violemment anti-bourgeois et provocateurs, dans la vie comme dans sa peinture (son « style couillard »), il avait fini par s'abriter derrière un conformisme extérieur lui permettant de prolonger ses expérimentations solitaires, au-delà des apparences sociales. « *La messe* » ? Il y allait par « *hygiène* » et respect pour sa sœur ! « *Le bordel en ville* » ? C'était, disait-il, qu'il avait « *besoin de repos* » !

Ce qu'il faut retenir de ses travaux, les deux belles expositions de la Réunion des musées nationaux le font apprécier comme jamais. Celle du Grand Palais

(jusqu'au 16 janvier) réussit l'exploit (qui mérite à lui seul la visite) de rassembler la plupart des œuvres acquises par les Stein durant leur présence en France, de 1902 aux années 1920, et qu'ils durent disperser ensuite. Ces Américains assez fortunés mais surtout très épris d'art, comme le montre la vie de Gertrude Stein, surent s'intéresser à tout ce qui s'était fait ou se faisait de neuf et d'intéressant en peinture. Venus trop tard pour un Cézanne vieillissant, malade et dont la cote commençait à grimper, ils n'achetèrent que ce qu'ils purent, réunis ici sur un seul mur, comme hommage et pour mémoire. À côté de cela, quelle abondance de Picasso et de Matisse, dont Sarah Stein recueillait aussi des propos décisifs, et dont il faut aller voir, pour la première fois en France depuis des décennies, la stupéfiante *Femme au chapeau* (1905) ! Autre sujet ? Non, prolongements de Cézanne...

Dans l'espace plus réduit du musée du Luxembourg (jusqu'au 26 février), l'exploit ne tient plus au nombre d'œuvres présentées (80) mais au choix de l'équipe du Petit Palais,

responsable de l'exposition, d'y montrer ce qu'on connaît le moins de Cézanne. On mesurait mal jusqu'à présent qu'il avait passé moins de temps à travailler à l'ombre de la montagne Sainte-Victoire qu'aux environs de Paris où il revenait régulièrement. À la fois savant et lisible, le catalogue regorge d'informations neuves et d'analyses faisant mieux sentir ce qui animait le peintre, que la violence de ses derniers paysages d'Île-de-France (1904-5) révèle toujours romantique et révolté,

en même temps que « *solidaire de la matière même des choses* », comme écrivait le grand critique libertaire Élie Faure. Qu'on soit ou non de l'avis de Picabia titrant sa revue 391, en 1919, « *J'ai horreur de la peinture de Cézanne. Elle m'embête* », cette exposition met remarquablement en lumière le moment décisif où la peinture occidentale s'est affranchie des apparences pour aller explorer l'autre côté du miroir.

Gilles Bounoure



L'Éternel féminin ou Le Veau d'or (1877). © The J. Paul Getty Museum, Los Angeles

10 décembre : une nouvelle page de l'histoire de Russie

Des dizaines de milliers de Russes ont protesté contre le résultats des élections à la Douma, donnant le parti de Poutine vainqueur.

Le samedi 10 décembre était vraiment un jour historique pour la société russe. Selon différentes estimations, le meeting qui s'est tenu à Moscou a réuni entre 50 000 et 80 000 personnes ; il s'agit de la plus forte action de protestation se déroulant en pleine rue depuis le début des années 1990. Le même jour, des actions similaires ont rassemblé des milliers de personnes dans toutes les grandes villes de Russie. Le mouvement a même atteint l'Europe occidentale où les diasporas russes ont organisé des piquets aux portes des ambassades.

DÉMOCRATIE DIRIGÉE

Il y a encore une semaine, le régime en place n'aurait pu imaginer qu'il devrait faire face à de sérieux problèmes. La campagne électorale pour les élections à la Douma d'État (législatives) s'est déroulée selon des règles aujourd'hui bien connues de tous, celles de la « démocratie dirigée », modèle politique autoritaire dont les fondements ont été posés par le président Eltsine dès 1993, lors de l'adoption de l'actuelle Constitution. On aurait pu croire qu'au cours de la dernière décennie Vladimir Poutine et ses acolytes avaient réussi à faire de la politique un jeu rebutant dont la quasi-totalité de la population se sentait complètement étrangère. À peine sept partis non reconnus se sont battus pour obtenir leur place au Parlement, mais il était couru d'avance que la plus grosse part du gâteau reviendrait à Russie unie (parti de Poutine). Ce parti monopolise tant les structures étatiques que celles des grosses entreprises capitalistes du pays. Afin d'assurer la victoire à ce monstre bureaucratique dont la popularité est en chute libre, des milliers (voire, des millions !) de fonctionnaires ont été mobilisés. On a eu recours à tous les mécanismes de manipulation du scrutin et du travail de la commission électorale envisageables. Le mécontentement croissant vis-à-vis du pouvoir s'est exprimé par un vote massif pour les partis reconnus ayant une position critique à l'égard de Russie unie. Des millions d'électeurs ont appliqué le principe de voter « pour n'importe quel parti, mais pas pour Russie unie ». Ils ont ainsi accordé leurs voix au Parti communiste et au parti de centre-gauche Russie juste. Le matin du 5 décembre, lorsque les résultats des



Saint-Petersbourg, le 10 décembre 2011. Sur la pancarte : « Nous demandons de nouvelles élections justes ». (ALEXANDER DEMIANCHUK/REUTERS)

élections ont été annoncés, le pays s'est indigné : Russie unie a remporté 50% des voix, alors que sa popularité réelle ne cesse de décroître et qu'au sein de la population cette structure est connue comme « la parti des escrocs et des voleurs ».

« DES ÉLECTIONS JUSTES ! »

Les rapports publiés par des observateurs issus de l'opposition ont révélé que près d'un quart des bulletins ont été manipulés au profit du parti au pouvoir ! Les Russes ont le sentiment d'avoir été personnellement injuriés et bafoués, ce qui vient s'ajouter aux conséquences de la crise économique de plus en plus évidentes, à la pauvreté patente et à la privatisation du secteur social. Le 5 décembre, plus de 7 000 personnes se sont rendues au meeting organisé à Moscou par les groupements politiques prônant la démocratisation. La revendication « des élections justes ! » a vite cédé la place au slogan « Poutine démission ! », et à la fin du meeting des affrontements violents ont eu lieu entre la police et les participants. En quelques jours, la contestation a pris de l'ampleur et la jeunesse organisée au travers des réseaux sociaux a tenté de mener des actions non autorisées dans le centre-ville ; elles ont été suivies de près et sauvagement dispersées par la police. Vendredi,

près de 1 000 personnes ont été arrêtées au cours de telles actions à Moscou et à Saint-Petersbourg. Finalement, le samedi 10 décembre, le degré de mécontentement a atteint son plus haut point. Ce qu'il s'est passé ce jour-là peut d'ores et déjà être considéré comme un point de rupture dans l'histoire de la Russie moderne. Pour la première fois depuis le début des années 1990, des millions de personnes ont été les acteurs d'une politique vivante, qui a eu pour scène la rue. Une activité politique au sein de laquelle on peut déjà observer une lutte d'idées et d'alternatives qui se joue entre trois forces : les démocrates, les militants de la gauche radicale et les nationalistes. Cette lutte d'idée a pour toile de fond une tâche que tous se sont assignés : le démontage du système Poutine et le rétablissement des libertés politiques élémentaires. Les perspectives de ce mouvement balbutiant sont incertaines. Mais, quoi qu'il en soit, rien n'est plus comme avant. Nous entrons dans une nouvelle période de l'histoire où la gauche anticapitaliste aura un plus grand rôle à jouer que par le passé.

Ilya Boudraiskis (Mouvement socialiste de Russie), traduction Charlotte Fichet

Iran : crise au sommet sur fond de crise sociale

Même si les médias en parlent peu, l'Iran n'est pas à l'écart des soubresauts qui traversent le Moyen-Orient.

Il y a environ un an a été mise en place une réforme des subventions aux produits de première nécessité, dans la droite ligne des dogmes néolibéraux du FMI. Résultat, les prix ont explosé et des centaines de milliers de familles sont passées de la pauvreté à la misère. Le chômage touche officiellement 14,5% de la population active, mais en réalité autour de 20-25%.

Il faut ajouter à cela l'impact des sanctions unilatérales des États-Unis et de l'Europe. Il en résulte un délabrement du tissu économique-industriel, avec une exception pour l'industrie militaire qui, avec un budget dépassant le quart du budget national, ne subit pratiquement aucune restriction.

UNE MONTÉE DES LUTTES SOCIALES

Comme l'on pouvait s'y attendre, les travailleurs et autres salariés iraniens sont entrés en résistance, et une vague ininterrompue de grèves et de protestations secoue le pays. La grande grève des travailleurs de la pétrochimie ne constitue que la partie visible de l'iceberg perçue à l'extérieur de l'Iran. Les arrestations de syndicalistes se multiplient. Néanmoins, le nombre de grèves et manifestations de protestation n'a jamais été si élevé que ces derniers temps.

DES TENSIONS IMPORTANTES AU SOMMET DE L'ÉTAT

Une lutte de pouvoir sans merci est engagée entre différentes factions.

- Le cercle proche de l'ayatollah Ali Khamenei, qui était uni contre le mouvement des réformateurs mené par Moussavi et Karoubi (actuellement en résidence surveillée et coupés du monde extérieur) a volé en éclats. Ce bloc, dit des « Principalistes », s'est divisé d'abord en deux, puis peu après en plusieurs sous-fractions incapables de former un bloc suffisamment uni en vue des élections législatives de l'année prochaine.
 - Les conflits entre le Majlès, « Parlement islamique » contrôlé par la fraction dure des Principalistes menée par Larijani et son frère, chef du pouvoir judiciaire, se multiplient.
 - Paradoxalement, Ahmadinejad tente de jouer le rôle de « réformateur de l'intérieur » et, par ce biais, compte attirer une partie des protestataires légalistes et d'autres tendances proches des revendications du mouvement vert pro-Moussavi. Ses propos sur une « approche iranienne » de la lecture de l'islam ou ses diatribes contre ceux qui dérangent la vie privée des « gens ordinaires » vont tous dans ce sens. Après avoir volé les élections de juin 2009 et écrasé un mouvement de masse avec une brutalité extrême, Ahmadinejad tente maintenant d'usurper le mouvement de grogne des Iraniens contre le système islamique, et compte pour cela sur une partie de l'appareil répressif, des technocrates et les déçus du Mouvement vert. Mais cette démarche n'aura pour conséquence que d'amplifier d'autant plus la crise déjà sérieuse au sommet du pouvoir.
- Behrooz Farahany, militant de SSTI (Solidarité socialiste avec les travailleurs iraniens). www.iran-echo.com**

Une campagne internationale de soutien est actuellement en cours en faveur du syndicaliste Réza Shahabi, en prison depuis plus de 19 mois. Il a besoin, le plus rapidement possible, d'une opération chirurgicale, sous peine de devenir paralysé, ou même de perdre la vie. Une pétition en ligne est notamment disponible sur le site www.amnesty.org.uk

Égypte : Tahrir et les élections

Les élections des 28 et 29 novembre ont eu lieu avant que sèche le sang des victimes du massacre commis par les services de l'ordre contre le soulèvement de masse. Ajoutons à cela le caractère largement communautaire du vote, du côté islamiste comme du côté copte, et le tableau est complet ! Au soulèvement ayant débuté le 19 novembre, et qui a été parfois décrit comme « une seconde révolution », succède une situation ayant des allures de contre-révolution.

Vers un automne islamo-militaire ? À l'appui de cette idée est mis en avant que la participation massive au vote renforcerait la légitimité ébranlée du Conseil suprême des forces armées (CSFA). Il est ajouté que le raz de marée islamiste (40% pour les Frères musulmans et 25% pour les salafistes) donne la victoire au courant politique qui a presque systématiquement soutenu le CSFA contre la révolution depuis la chute de Moubarak.

Il faut cependant se méfier des apparences, car ceux qui se sont rendus aux urnes avaient des motivations diverses. Les uns exprimaient un souhait de « stabilité » face au « désordre » attribué par les médias officiels à la révolution. D'autres, islamistes convaincus, étaient attirés par la perspective de se retrouver au pouvoir. D'autres encore cherchaient tout simplement à éviter une amende annoncée de 500 livres contre ceux qui n'exerceraient pas leur « droit » démocratique.

Il est néanmoins clair que la plupart des votants souhaitaient, pour la première fois, exercer un choix réel dans des élections libres, espérant par ce biais une véritable transition vers un pouvoir civil et une émancipation sociale et politique. Ils ont,

dans ce but, élu ceux qui, à leurs yeux, avaient été des opposants résolus à la dictature depuis des décennies.

LA DISCORDANCE DES TEMPS D'UNE RÉVOLUTION INACHEVÉE

Le 19 novembre sur la place Tahrir, la dictature militaire a tenté de liquider un sit-in de quelques centaines de personnes, majoritairement des blessés de la révolution et des proches des martyrs. Une mobilisation de grande ampleur s'est alors développée, et s'est étendue à des villes qui n'y avaient pas jusqu'à présent participé. Des millions de personnes ont maintenant compris que le CSFA est la colonne vertébrale de la continuité du régime Moubarak.

Mais cette énorme « avant-garde révolutionnaire » est aujourd'hui relativement isolée au sein de la population. Car la stratégie de pourrissement systématiquement suivie par le CSFA, avec le soutien de ses alliés islamistes, saoudiens et américains, a créé une opinion qui, en l'absence d'une alternative révolutionnaire, est momentanément paralysée par la peur du « chaos » et est à la recherche d'un minimum de stabilité. Mais ce genre d'illusion finira par se dissiper une fois les élections passées.

LA DISCORDANCE DU TEMPS SOCIAL ET DU TEMPS POLITIQUE

Moins de deux mois avant le récent soulèvement, une vague massive de grèves secouait l'Égypte. Par le nombre des grévistes, le niveau d'organisation, la nature des revendications et l'ampleur du défi direct au pouvoir, cette vague fut un saut qualitatif dans le mouvement de la classe ouvrière.

À l'époque, malheureusement, Tahrir fut largement calme. De plus, les meilleurs militants pour la démocratie tenaient, et tiennent toujours, un discours péjoratif, élitiste et aveugle envers les « grèves corporatistes ». Au moment du soulèvement de novembre, le mouvement de grève s'était, momentanément, éteint.

Une convergence entre temps social et temps politique sera nécessaire à la poursuite du processus révolutionnaire entamé début 2011.

Omar El Shafei

Pays basque: liberté pour Josu Esparza!

L'État français a osé! La manifestation de Bayonne, samedi 10 décembre, à l'appel d'un collectif de quatorze organisations¹ a réuni 4 000 personnes en faveur d'une résolution démocratique du conflit au Pays basque. Des éluEs de tous bords (des partis abertzale mais aussi des Verts, du PS, du Modem) et de nombreux syndicalistes (de la CGT, de la CFDT, de Solidaires...) étaient présents. Aurore Martin (militante de Batasuna de nationalité française) et Josu Esparza (militant d'Askatasuna de nationalité espagnole réfugié en France), tous deux sous le coup de MAE (mandat d'arrêt européen) étaient aux premiers rangs de la manifestation.

Les manifestantEs ont exigé l'arrêt immédiat de toutes les formes de répression dont les MAE, le rapprochement des prisonniers au Pays basque, la libération des prisonniers malades et conditionnables, la légalisation des organisations interdites, ont appelé à la réconciliation et la reconnaissance de toutes les victimes. Ce sont là les points nécessaires pour avancer vers une résolution démocratique et politique du conflit. La réponse de l'État français a été rapide et brutale. Le 12 décembre, il a envoyé sa police interpellé Josu Esparza et l'a transféré à Madrid.

Josu est sous le coup de deux MAE. Le premier repose sur son appartenance présumée à Ekin (organisation politique proche de l'ETA), autodissoute le 20 octobre dernier!

Le deuxième a été délivré pour «activité terroriste»: Josu est accusé d'avoir participé à la Korrika (course à pied en faveur de la langue basque) en Navarre en arborant la photo d'un prisonnier basque (photos interdites en Pays basque Sud)! Pour cela, la police française l'a arrêté et livré aux autorités espagnoles. Pour cela, Josu Esparza risque quatorze ans de prison dans les geôles espagnoles. Le collectif a appelé à un rassemblement mardi 13 décembre devant la sous-préfecture de Bayonne.

Pour la libération de Josu! Pour l'arrêt des poursuites envers Josu, Aurore et toutEs les autres! La mobilisation va s'intensifier et le NPA y prend toute sa place. «Pays basque: une solution démocratique maintenant»!

Claude Larrieu

1. LDH, Etxerat, Cimade, CDDHPB, Askatasuna, Anai Artea, Herriarekin, LAB, Solidaires, CFDT santé-sociaux PB, Segi, Batasuna, NPA, Abertzaleen Batasuna



(DR)

Intervention en entreprises: un renouvellement qui bénéficie des expériences acquises

Une soixantaine de militantEs se sont retrouvés, samedi 26 novembre, pour faire le point sur les interventions du NPA sur les lieux de travail. Dans un contexte d'agenda chargé et même plombé par la course aux signatures et celui de débats parfois difficiles dans le parti, l'échange fut à la fois fructueux et porteur d'espoir pour la progression de notre intervention dans ce secteur décisif. Une quinzaine de villes et les branches poste, santé, automobile, éducation nationale étaient représentées ainsi que des camarades appartenant à des comités de ville mais ayant une intervention régulière sur une ou plusieurs entreprises. Le débat sur la situation politique s'est déroulé sereinement avec un accord sur les reculs sociaux importants mais la persistance de résistances significatives. Et des divergences sur l'importance respective de la place à donner à la campagne dette ou à celle plus globale de nos réponses à la crise ou encore aux préoccupations plus immédiates des conséquences de la crise sur les salaires ou l'emploi. Mais toujours des débats assis sur des expériences concrètes qui donnent envie d'échanger. Les difficultés rencontrées ont plusieurs racines. La principale est due au renouvellement des équipes syndicales qui se fait avec un affaiblissement numérique et une perte de repères stratégiques, politiques. L'ensemble des tâches tend à incomber aux militants NPA ou proches, peu armés pour les assumer. Même si tout le monde est convaincu qu'une vague de mobilisations sera la meilleure occasion du renforcement, en attendant, il faut tenir dans un contexte où patronat et pouvoir ne se privent pas de manier plus largement le bâton que la carotte. Nous devons donc accompagner ce renouvellement par un effort de formation, de mise à disposition de matériels (tracts, plaquettes, outils informatiques) permettant à chaque camarade d'intervenir dans son milieu. La consolidation des branches existantes et la construction de nouvelles à partir des interventions existantes ou de militantEs isolés doit aider également à cette intervention. Ce sont ces objectifs que nous nous sommes fixés pour les mois qui viennent en nous appuyant sur les mobilisations et campagnes du NPA et notamment celle des présidentielles.

Robert Pelletier

FINANCEMENT DES SYNDICATS À qui profite l'opacité?

Si le gouvernement est mal placé pour parler de scandale, cela ne nous empêche pas de mettre en cause les dérives des bureaucraties syndicales.



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/WASEGR)

La mise au placard d'un rapport parlementaire relance le débat sur le financement des organisations syndicales de salariéEs et des officines patronales.

Sarkozy cherche à masquer ses échecs sur l'emploi, le pouvoir d'achat et face à la crise économique. L'insécurité, assise sur l'insécurité sociale et les immigrés sont les thèmes récurrents de cette politique d'enfumage. Mais pour faire bon poids, le gang du Fouquet's a trouvé un nouveau thème: le financement des syndicats. Si les motivations du gouvernement sont claires, nous ne pouvons esquiver le débat ainsi relancé.

Il faut un certain culot à ceux qui sont au cœur des scandales Woerth-Bettencourt, Karachi et autre hippodrome de Compiègne pour oser adopter la posture de justiciers et moralistes financiers. Scandaleux aussi l'amalgame entre les syndicats de salariéEs et les «syndicats» patronaux.

Si le financement des premiers peut poser problème, ce n'est pas le cas des regroupements patronaux: ils sont financés par les entreprises, notamment les plus grosses. Pas de cotisations des patrons mais des fonds prélevés sur les richesses produites par les salariéEs qui financent ainsi les officines patronales qui sont leurs adversaires les plus acharnés. Le scandale de l'UIMM (regroupement des patrons de la métallurgie), dont les fonds servent au financement de caisses antigreve, n'en est que la petite partie visible.

DÉRIVES

Mais cela ne doit pas nous empêcher de mettre en cause les dérives. Dès ses premiers pas le mouvement ouvrier a été confronté au développement d'une bureaucratie prenant ses distances avec la défense des intérêts des travailleurs pour défendre ceux des appareils. Ce combat est une dimension

incontournable de la lutte des classes et une partie essentielle du patrimoine du courant trotskiste. Flagrante en période de fortes mobilisations, la «trahison» des bureaucraties est plus diffuse au quotidien. L'ouvrage *L'Argent noir des syndicats*¹ n'a suscité que de discrètes contestations alors qu'il met à jour nombre de dérives. À EDF-GDF, le soutien à la réforme du système de retraites par la direction de la fédération CGT avec l'appui de la Confédération a largement facilité la privatisation de l'entreprise en démobilisant les salariéEs. Comment ne pas mettre en relation cette politique avec la préservation des attributions et opacités entourant le comité d'entreprise d'EDF-GDF (CCAS) mis en cause par une action en justice démarrée en février 2004? Chez Air France, le tournant vers un syndicalisme refusant tout affrontement et accompagnant le démantèlement de l'entreprise vers sa privatisation a mis en évidence un syndicalisme mafieux, où certains confondent militantisme et avantages personnels et font une brillante carrière. Dans des secteurs comme le nettoyage, tous les syndicats sont confrontés à un système mafieux où les militants syndicaux sont régulièrement achetés par les employeurs. Bureaucratie, corruption vont de pair avec des politiques de collaboration plus ou moins ouverte. Ce qui n'empêche pas la destruction des entreprises de service public qui font exploser les réseaux syndicaux (EDF-GDF, SNCF, France Télécom), les attaques contre le

code du travail limitant toujours plus les droits collectifs, et la répression contre les militants combattifs. La voie est étroite pour éliminer le syndicalisme «lutte de classe» tout en favorisant les défenseurs du dialogue social et du constat partagé.

TRANSPARENCE

Pour les militantEs anticapitalistes, la transparence, la démocratie sont les règles intangibles pour éviter de tomber dans les ornières de la bureaucratie. À l'opposé de la distribution de toujours plus de moyens vers les sommets des appareils, les permanents incontrôlés, nous revendiquons, par exemple, la mise à disposition gratuite de locaux (Bourses du travail) et l'augmentation des quotas d'heures pour la participation de salariéEs à l'action interprofessionnelle. Même si nous savons bien que dans le cadre du système capitaliste, la domination économique, la division sociale du travail fournissent les conditions d'existence de couches sociales qui, en confisquant la représentation des intérêts des travailleurs, en viennent à défendre ceux de nos adversaires. L'auto-organisation depuis la production jusqu'au plus haut niveau de décision est la seule alternative, la seule voie pour un changement radical de société.

Robert Pelletier

1. *L'Argent noir des syndicats*. Lenglet, Touly, Montgermont. Éd. Fayard
2. *Une privatisation négociée*. A. Thomas. Éd. L'Harmattan.

Amiante, des protections insuffisantes

Deux rapports viennent de démontrer l'inefficacité de la réglementation censée protéger les travailleurs qui réalisent le retrait de l'amiante.

L'institut national de recherche sur la sécurité (INRS) a publié son rapport d'analyse des résultats d'une campagne de mesurage des concentrations en fibres sur les chantiers de retrait d'amiante. Cette campagne avait été initiée par le ministère du Travail, après plusieurs rapports de l'Agence française de sécurité sanitaire, de l'environnement et du travail (Afsset, devenue Anses) établissant la nocivité des fibres fines et courtes d'amiante, non prises en compte dans les dispositions réglementaires relatives au contrôle des niveaux d'empoussièrement en milieu professionnel et environnemental, et recommandant d'abaisser la valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP) de 100 à 10 fibres par litre d'air.

Les résultats sont alarmants. Ils établissent des niveaux d'empoussièrement très supérieurs à 10 fibres par litre d'air pour une majorité de matériaux amiantés (y compris lorsque l'amiante est liée, comme sur les toitures en amiante ciment) et de techniques de retrait, et ce même en cas de port d'appareils de protection respiratoire par les travailleurs (jusqu'à 242 fibres par litre pour le ponçage de plâtres amiantés avec protection respiratoire!). Pire: les appareils respiratoires réputés les plus performants (masques à adduction d'air, censés permettre de respirer un air pris sur une source non polluée) n'offrent pas toujours un facteur de protection suffisant pour atteindre le maximum de 10 fibres par litre!

Le ministère du Travail prévoit donc de modifier la réglementation dans le courant du premier semestre 2012 et a envoyé fin novembre une instruction aux services d'inspection du travail pour inciter les employeurs

à augmenter les niveaux de protection et les maîtres d'ouvrage à préférer, pour les matériaux dont le retrait est fortement émissif de poussières, l'encoffrement des matériaux plutôt que leur retrait. Ceci est cependant loin de régler la question. Dans son instruction, le ministère du Travail prévoit lui-même une période transitoire de... trois ans pour l'abaissement de la VLEP, délai bien large qui n'empêchera pas les employeurs d'envoyer les travailleurs de l'amiante s'exposer à l'inhalation de fibres sur les chantiers. D'autre part, les impératifs de préservation de la santé des travailleurs se heurtent clairement aux limites des techniques de retrait et de protection. De fait, l'instruction est surtout une circulaire «parapluie». Elle vise à décharger les hautes sphères du ministère de la responsabilité pénale de l'État et à la reporter sur les inspecteurs et contrôleurs du travail... qui eux-mêmes ne disposent pas des équipements de protection permettant le contrôle des chantiers en toute sécurité!

Les rapports de l'Afsset et l'INRS démontrent que la réglementation actuellement en vigueur ne permet même pas de protéger les travailleurs de l'amiante des risques de maladies professionnelles particulièrement graves. Mais cette inadéquation constatée a posteriori ne résulte pas seulement de l'évolution des connaissances sur la nocivité des fibres, elle est surtout liée à la passivité de l'État français dans le traitement de la question de l'amiante afin de préserver les intérêts économiques des fabricants (Éternit, Valeo, Saint-Gobain en France par



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/TN)

exemple). Rappelons que l'amiante n'a été interdite en France qu'en 1997, alors que ses effets hautement nocifs et cancérigènes ont été constatés dès le début du XX^e siècle et qu'une faible exposition peut suffire à déclencher des maladies qui se déclarent parfois longtemps après. De 50 à 100 000 décès sont attendus en France d'ici 2025. Une liste noire qui pourrait s'allonger de milliers de travailleurs que l'on croyait protégés par la réglementation. Un nouveau scandale en perspective?

Julien Lanoli



NO COMMENT

Si les électeurs du Front national trouvent que je réponds à leurs attentes, j'en suis content.

CLAUDE GUÉANT,
LE 11 DÉCEMBRE SUR FRANCE 5

Louviers : une rue pour Pierre Brizon ! Chaque année depuis 1998, les anticapitalistes de Louviers (Eure) organisent un rassemblement pour saluer la mémoire des Mutinés de 1914-1918 et dénoncer toutes les guerres menées dans l'intérêt des marchands d'armement. Pierre Brizon fut l'un des hommes courageux qui se sont dressés contre la boucherie de 1914. En 1916 et 1918, malgré le délire belliciste ambiant, il refusa avec deux autres députés de voter les crédits de guerre. Aussi, au dernier Conseil municipal, Philippe Thouément, conseiller municipal NPA, a proposé qu'une rue de Louviers porte son nom. Sans surprise, le maire-conseiller régional Martin refusa tout net, sous prétexte que Pierre Brizon aurait commis une faute politique, voire un crime, car selon notre adjudant-chef local, en période de guerre, les élus doivent défendre la patrie et voter sans discuter les crédits militaires. Sa majorité PRG-EÉLV n'a pas plus bronché que d'habitude, même quand il a affirmé que ces pacifistes avaient tous rejoint les nazis et l'extrême droite plus tard. Que ça leur plaise ou pas, l'an prochain, nous rebaptiserons encore une fois la rue du maréchal-boucher Foch en rue Pierre Brizon.

M-real : exproprier pour de bon ! Même si la mobilisation a changé de braquet, il faut toujours compter avec les M-real. Ils se sont ainsi invités au conseil municipal de Louviers (Eure) pour remettre à l'heure les pendules du cumulard-potentat PRG qui les avait déjà enterrés. Car gagner le maintien et le développement de l'emploi chez M-real, c'est encore possible. Au plan national, les déclarations de soutien se succèdent, et cela donne du courage, même si personne n'est dupe : il faut du concret, et pour cela on ne peut faire autrement que de bousculer la propriété capitaliste. Un pas a été franchi avec le vote du conseil général de l'Eure (sur proposition de Gaëtan Levitre, conseiller général PCF mandaté par le collectif unitaire) d'une motion pour « l'expropriation pour cause d'utilité publique ». Si ce vote (unanime !) est quelque peu tardif, s'il surprend même au regard des convictions fort libérales de plus d'un membre de cette assemblée et de la politique soutenue de subventions aux entreprises du conseil général, il peut néanmoins constituer un réel point d'appui. Oui, c'est à l'État et au gouvernement d'agir pour l'expropriation ! Mais pour accentuer la pression sur ce gouvernement qui ne veut pas toucher aux règles du jeu de l'Europe des capitalistes, pour peser sur M-real/Metsäliitto, le conseil général, de même que la Région (PS-PCF-PRG-EÉLV) qui l'a suivi, ont d'autres moyens que de pointer la responsabilité du gouvernement ; ils pourraient s'engager eux-mêmes dans des actions concrètes et spectaculaires aux côtés des M-real : tenue de leurs assemblées sur le site, appel à un rassemblement massif pour soutenir la revendication

d'expropriation, proposition d'achat massif de papier pour les besoins de toutes les collectivités locales, les idées ne manquent pas. C'est en tout cas ce que des éluEs NPA proposeraient.

Soutenons la grève à Pizza Hut !

Les salariéEs de Pizza Hut de plusieurs magasins en Île-de-France étaient en grève mardi 6 décembre pour exiger une augmentation des salaires et une amélioration des conditions de travail, à l'appel des deux syndicats de l'entreprise SUD et CFDT. Le NPA et ses militantEs, ainsi que Philippe Poutou, étaient présentEs en soutien aux salariéEs grévistes sur les deux piquets de grève, aux magasins de rue Ordener à Paris et à Neuilly-sur-Seine.

Alors que les travailleurEs de Mc Donald's, KFC ou Quick ont pu obtenir en se mobilisant un treizième mois et des primes, la direction de Pizza Hut continue de s'opposer frontalement aux revendications des salariéEs. L'entreprise refuse de faire appliquer le code du travail, prévoyant qu'un siège doit être mis à disposition des salariéEs à chaque poste de travail. Tout en reconnaissant ses torts, la direction affirme qu'elle « ne gagne pas assez d'argent » et « est déficitaire depuis qu'elle a été créée ». Les salariéEs ayant subi un arrêt de travail de plus de huit jours doivent légalement bénéficier d'une visite médicale de reprise : « trop difficilement conciliable avec l'activité de notre société ». Une prime d'assiduité ? « On ne va pas payer les salariéEs parce qu'ils sont à l'heure ». Une prime pour les salariéEs du mardi, journée particulièrement intense du fait des promotions sur les pizzas ? « Vous ne voulez pas une prime pour aller pisser ? », ont élégamment répondu les dirigeants. Un condensé du mépris de classe de la direction de l'entreprise, qui n'a pas hésité lors des précédents conflits à licencier des grévistes. Ces pratiques illégales ont généralement débouché sur une victoire des salariéEs et des syndicats au conseil des prud'hommes.

Un nouvel appel à la grève est lancé le vendredi 16 décembre. Un rassemblement de soutien a lieu entre 18 h 30 et 23 heures au magasin 63 avenue de Wagram, métro Ternes à Paris. Les salariéEs ont besoin d'un maximum de soutien pour renforcer les piquets de grève et convaincre les clients de différer leurs achats de pizzas. Soyons nombreux à soutenir les Pizza Hut en lutte !

L'intersyndicale contre l'austérité.

Petite mobilisation ce mardi 13 décembre, entre deux averses voire un brin de tempête dans certaines villes. Plus de 180 rassemblements de militantEs dans

toute la France, affirmant haut et fort que nous ne devons pas payer pour leurs crises. C'est à la suite de l'annonce par Fillon de la deuxième vague de mesures d'austérité que la « petite intersyndicale » (CGT, CFDT, FSU, Solidaires et Unsa) avait décidé d'appeler à une mobilisation. À Paris, la CGT avait appelé à se rassembler devant l'agence Moody's, boulevard

Haussmann, pour crier notre colère devant ces faiseurs de ruines. De là, nous avons défilé jusqu'à la place de la Concorde avant de nous retrouver à quelques milliers un peu tassés sur le pont de la Concorde, face à l'Assemblée nationale où siègent celles et ceux qui se couchent devant les diktats de la finance. Les manifestantEs étaient des militantEs, pas toujours convaincuEs

par la stratégie des confédérations mais ne voulant pas laisser passer une occasion d'exprimer leur colère. Le Front de Gauche, le PCOF et le NPA étaient discrètement présents. Un prélude à la mobilisation et aux manifestations de jeudi dans l'Éducation nationale qui s'annoncent d'une plus grande ampleur.

SOUSCRIPTION 2011 DONNER ET ATTENDRE EN RETOUR

FAIRE UN DON AU NPA, ce n'est pas adhérer au NPA. Ce n'est pas devenir militant du NPA. C'est considérer que notre parti tient une place et articule un discours nécessaire dans le champ social et politique. C'est considérer que notre action est indispensable pour favoriser, relayer, populariser, organiser les luttes de tous ceux et celles qui refusent la société capitaliste, mais aussi proposer un projet, un programme, une perspective politique. Ce n'est pas considérer que le NPA est à lui seul la réponse mais qu'il est une composante de l'équation sociale et politique actuelle pour virer Sarkozy d'abord, et plus si affinités !

FAIRE UN DON AU NPA, c'est profiter d'une niche fiscale ! Eh oui, certaines ne sont pas réservées aux riches. Pour 100 euros donnés, 66 vous seront remboursés en septembre 2012 sous forme d'exonération d'impôt sur le revenu. Alors oui, il faut les avancer. Mais ils reviendront ! Merci papa Trésor public. On appelle cela les « contradictions au sein de l'État bourgeois ».

FAIRE UN DON AU NPA, c'est éviter l'austérité à un parti qui la refuse pour l'entière société. Cette année, les 350 000 euros que nous devons récolter correspondent à 30 % du budget de notre parti pour 2012 ! Elle est donc vitale, ni plus ni moins. Cet objectif n'est pas une fourchette haute destinée à récolter plus que le minimum vital. Elle est ce minimum vital ! En dessous de celui-ci, c'est l'austérité militante : moins de déplacements en France et à l'étranger pour les militantEs et les porte-parole, moins de tracts et d'affiches, moins de permanents (le NPA en a déjà très peu pour un parti de plusieurs milliers de membres), une presse en danger, etc.

FAIRE UN DON AU NPA, c'est nous permettre de continuer de lutter au mieux contre les capitalistes qui veulent nous faire payer leur crise économique et écologique en nous divisant sur des bases ethniques, religieuses, nationales, culturelles, générationnelles, sexuelles, professionnelles, en faisant reculer tous nos acquis et droits sociaux, sans parler des libertés démocratiques fondamentales. C'est nous permettre d'intervenir dans tous les champs thématiques et sectoriels de la lutte de classe. Le NPA se bat au côté de touTEs les exploitéEs. Ces luttes, elles sont peut-être les vôtres, chaque jour, dans votre travail, votre entourage, votre association, votre syndicat. Nous défendons le même camp social, sans pour autant militer dans la même organisation. Nous soutenir, c'est une pierre de plus dans le combat.

Syl20

Pour souscrire, remplissez et renvoyez-nous le coupon ci-contre, ou rendez-vous sur le site du NPA, www.npa2009.org/souscription. C'est facile, rapide et sans risque.

SOUSCRIPTION 2011

NOM
PRÉNOM
ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

MONTANT € Chèque à l'ordre de « NPA souscription »
2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex

www.npa2009.org



Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66 % de leur montant dans la limite de 20 % du revenu imposable. Association de financement « NPA souscription » - 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Cedex - Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 6 500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication:
François Coustal
Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®